



## Conseil économique et social

Distr. générale  
6 décembre 2011  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de statistique

#### Quarante-troisième session

28 février-2 mars 2012

Point 4 f) de l'ordre du jour provisoire\*

#### Questions soumises pour information :

#### Programme de comparaison internationale

### Rapport de la Banque mondiale sur le Programme de comparaison internationale

#### Note du Secrétaire général

Le présent rapport est soumis à la Commission de statistique pour donner suite à la demande qu'elle a formulée à sa quarante-deuxième session (voir E/2011/24, chap. I.A). Le rapport, établi par la Banque mondiale au nom du Conseil d'administration du Programme de comparaison internationale, indique l'état des préparatifs en vue du cycle de 2011 du Programme. Il fournit également des informations relatives aux réunions sur la gouvernance, à la participation des pays, à l'évaluation des risques, à la collecte et à la validation de données sur les prix, aux activités de renforcement des capacités et il examine les aspects financiers et les progrès accomplis dans la formulation de la politique d'accès aux données et d'archivage. La Commission souhaitera peut-être examiner les progrès accomplis dans le cadre du cycle de 2011 et en prendre note.

---

\* E/CN.3/2012/1.



## **Rapport de la Banque mondiale sur le Programme de comparaison internationale**

### **I. Introduction**

1. Le présent rapport fournit à la Commission des informations complètes sur le cycle de 2011 du Programme de comparaison internationale et fait notamment le point sur l'état d'avancement de l'enquête et l'évaluation des risques susceptibles d'influencer les résultats d'ensemble. Le rapport comporte deux volets principaux couvrant : a) la gouvernance, la participation et les finances; et b) les progrès réalisés s'agissant du cycle de 2011 et du plan de travail correspondant.

### **II. Gouvernance, participation et finances**

#### **A. Réunions sur la gouvernance**

2. Pour s'assurer que le programme de travail pour le cycle de 2011 se déroule comme prévu, des réunions ont été organisées par les divers organes directeurs et les groupes d'experts : le Conseil d'administration, le Groupe consultatif technique, l'équipe spéciale chargée du calcul des parités de pouvoir d'achat; le groupe d'experts chargé de la validation; et les coordonnateurs régionaux.

3. Le Conseil d'administration a tenu deux réunions en 2011, sa quatrième, le 20 février à New York et sa cinquième le 25 octobre à Washington. À ces réunions, le Conseil a évalué les progrès accomplis dans l'enquête et la validation des données, ainsi que les risques encourus par certains pays au cours du premier semestre de 2011. Ces réunions ont débouché sur l'adoption d'importantes décisions. Le Conseil a notamment :

a) Approuvé les recommandations formulées par le Groupe consultatif technique sur la méthode de mise en relation au niveau mondial à appliquer au cours du cycle actuel;

b) Demandé qu'une série de tests soit menée pour établir les coefficients de pondération des produits, à partir des indicateurs d'importance présentés par les pays;

c) Insisté pour que les résultats enregistrés au niveau régional par le Programme soient diffusés en fonction du calendrier général établi pour celui-ci, de façon à garantir leur validation interrégionale, avant toute publication;

d) Avalisé le recours aux statistiques de comptabilité nationale publiées par chaque pays dans le calcul des parités de pouvoir d'achat (PPA);

e) Avalisé les principes régissant l'accès aux données du Programme.

4. Le Groupe consultatif technique a tenu ses cinquième et sixième réunions à Washington les 18 et 19 avril et les 3 et 4 octobre 2011, respectivement, pour débattre des méthodes de calcul de la part des dépenses dans le produit intérieur brut, de l'approche consistant à faire la synthèse des résultats régionaux pour calculer les résultats mondiaux, de la validation des prix, des obstacles à la quantification propres au secteur de la construction, et du traitement des PPA de référence. Le Groupe consultatif a recommandé l'adoption des méthodes appliquées

dans les pays ainsi qu'une distribution en vue de relier les PPA régionaux aux PPA mondiaux et avalisé la création d'un groupe d'experts chargé de la validation pour examiner les prix et les PPA qui permettent les calculs au niveau mondial, de façon à assurer l'uniformité des comparaisons mondiales et régionales.

5. Parallèlement aux réunions du Groupe consultatif, l'équipe spéciale chargée du calcul des PPA a tenu deux sessions. L'équipe spéciale appuie le Bureau mondial en veillant à ce que les résultats du cycle de 2011 aux échelons régional et mondial soient pleinement conformes aux méthodes et procédés approuvés par le Conseil. L'équipe spéciale a décidé que les quatre groupes d'experts se chargeraient en parallèle de calculer les PPA à l'échelon mondial et qu'un rapport à cet égard serait établi de façon à pouvoir reproduire les résultats.

6. La première réunion de l'équipe spéciale chargée de la validation s'est tenue le 7 octobre 2011 à Washington. Au cours de cette réunion, elle a analysé et approuvé les données qu'il était nécessaire d'entrer, les procédures, les modalités et le calendrier de lancement des activités de validation.

7. Les coordonnateurs régionaux du Programme et les représentants de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du Programme PPA de l'Office statistique des Communautés européennes (EUROSTAT) se sont réunis deux fois à Washington, les 20 et 21 avril et les 5 et 6 octobre 2011. Ils ont évoqué l'état des préparatifs et les risques existants et potentiels auxquels certains pays peuvent faire face, et sont convenus d'un plan de travail pour les activités du Programme sur le terrain et les tâches administratives exécutées dans le cadre de la collecte et de la communication des données.

## **B. Participation des pays et risques associés**

8. Cent quatre-vingt-dix-sept économies participent au cycle actuel, contre 146 pour le cycle de 2005, couvrant ainsi 98 % de la population mondiale. La participation est en recrudescence dans toutes les régions et concerne 50 pays en Afrique, 23 en Asie et dans le Pacifique, 10 dans la Communauté d'États indépendants (CEI), 17 en Amérique latine, 12 en Asie occidentale, 21 dans les Caraïbes, 18 dans les îles du Pacifique, 3 parmi les pays non affiliés et 47 parmi ceux du programme de PPA OCDE-EUROSTAT. En outre, quatre pays participent à deux programmes régionaux à la fois.

9. Des risques politiques et administratifs ou liés au financement ou à la qualité des données pourraient toutefois empêcher certains pays de respecter le calendrier qu'ils se sont fixé, voire de participer au cycle.

### **Risques politiques ou administratifs à l'échelle nationale**

#### *Afrique*

10. L'Érythrée s'est officiellement retirée du cycle 2011 du Programme. Toutes les activités de statistiques ont été suspendues en Libye, et il est peu probable, compte tenu de la situation politique, que le pays puisse participer pleinement au Programme. La participation de l'Angola est incertaine car les contacts avec les autorités sont limités voire inexistants. Toutefois, des efforts sont déployés par l'entremise de la Communauté de développement de l'Afrique australe pour l'amener à intégrer le Programme pendant le dernier mois du cycle. La Guinée

équatoriale n'a pas encore lancé l'enquête nationale sur les prix des articles de consommation des ménages. En juillet, alors que le cycle 2011 avait déjà commencé, le Soudan a été partagé en deux pays (Nord et Sud), ce qui posera probablement des problèmes de calcul. De plus, il n'est pas prévu que le Soudan du Sud participe au Programme, même s'il est autorisé à participer à ses ateliers.

#### *Asie-Pacifique*

11. Le Bangladesh a repoussé au deuxième trimestre 2011 le relevé de prix des produits destinés aux ménages, car son bureau de statistique procède actuellement au recensement de la population. Le Brunéi Darussalam, le Népal et le Pakistan ont collecté des données sur les prix pendant le premier trimestre mais n'ont pas pu les transmettre à temps pour l'atelier régional, là aussi en raison du recensement de la population. Le Sri Lanka et le Pakistan pourraient également enregistrer un certain retard au second semestre 2011, toujours pour les mêmes raisons.

#### *CEI*

12. De manière générale, on n'a pas relevé de risques pour les activités du PCI dans cette région. Au début de l'année, l'Ouzbékistan a prévu un relevé mensuel des prix dans 14 villes du pays. À ce jour, le pays n'a pas fourni d'autres informations sur ses activités associées au PCI.

#### *Amérique latine*

13. L'Argentine s'est retirée du Programme. Certains pays font face à des problèmes intérieurs qui pourraient retarder la mise en œuvre des activités du Programme ou perturber la collecte des données et donc amoindrir leur qualité et celle des métadonnées associées. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) suit attentivement la situation.

#### *Asie occidentale*

14. Certains pays de la région connaissent des problèmes politiques ou sociaux qui pourraient avoir des répercussions sur leurs activités PCI. Le Liban s'est officiellement retiré du programme et la République arabe syrienne pourrait suivre. Le Bahreïn est confronté à des risques administratifs et il est possible que ce pays ne communique pas les données relatives au prix pour tous les éléments du PIB.

### **Risques liés au financement**

15. Certains pays d'Afrique peinent à appliquer le Programme en raison de contraintes financières, dues essentiellement au retard mis à justifier certaines dépenses antérieures, comme le demande la Banque africaine de développement. Plusieurs îles des Caraïbes pourraient nécessiter des fonds supplémentaires pour satisfaire aux critères de participation au Programme. Quatre pays d'Asie occidentale (l'Iraq, la Jordanie, la Palestine et le Yémen) ont également demandé un appui financier supplémentaire. La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et la Banque mondiale examinent actuellement diverses possibilités qui permettraient de garantir un financement suffisant pour les activités PCI dans ces pays.

### **Risques liés à la qualité des données**

16. Ces risques sont répartis en deux catégories : les risques liés au respect de la structure des enquêtes et les risques liés aux calculs et à la validation.

17. À l'échelle du Programme, on constate dans plusieurs régions, si l'on suit l'évolution des enquêtes lors du premier trimestre, que le nombre de pays qui collectent des données sur les prix change d'un mois sur l'autre. À l'échelle nationale, certains pays s'écartent parfois du cadre initial de l'enquête, laquelle peut inclure des éléments qui diffèrent d'un mois sur l'autre. Par conséquent, il est parfois difficile de calculer les prix moyens annuels au niveau national et les comparaisons internationales deviennent aléatoires.

18. Lorsque les coordonnateurs nationaux prennent du retard pour transmettre les données aux coordonnateurs régionaux, ce retard se répercute sur le Bureau mondial et en fin de compte sur la validation des données de la Liste de base mondiale. Les données validées pour le premier trimestre 2011 auraient dû être transmises lors du troisième trimestre de la même année, mais la date butoir a été repoussée au 31 décembre, ce qui signifie que la validation s'effectuera avec au moins trois mois de retard. En outre, le Bureau ne pourra pas commencer les calculs expérimentaux ni les essais concernant la méthode de recoupement à l'échelle mondiale avant juin 2012, date à laquelle il devrait avoir reçu les données de toutes les régions et des pays du groupe OCDE-EUROSTAT.

### **C. Situation financière et appels de fonds**

19. Comme indiqué en février 2011, le budget total du Programme pour 2011 (y compris les budgets régionaux) se situe aux environs de 37 millions de dollars, dont 14,5 millions sont gérés par le Bureau mondial.

20. Le fonds d'affectation spéciale multidonateur du PCI pour 2011, créé en 2010, a reçu des contributions du Fonds monétaire international, du Ministère britannique du développement international, du Ministère des affaires étrangères de la Norvège et de l'Agence australienne pour le développement international (AusAID). Le Fonds finance les activités à l'échelle mondiale (par exemple, la mise au point d'outils et de méthodologies, les frais de gestion du Groupe et du Conseil d'administration) et subventionne les programmes dans les régions déficitaires, à savoir l'Amérique latine et les Caraïbes, la CEI, l'Asie occidentale et récemment l'Asie-Pacifique. Le budget des services administratifs de la Banque mondiale est aussi mis à contribution de façon significative.

21. Toutefois, comme mentionné au paragraphe 15 concernant les risques liés au financement, certains programmes régionaux demeurent confrontés à un déficit budgétaire car ils ne disposent pas d'une marge de manœuvre suffisante pour absorber l'augmentation des coûts. Le déficit pourrait atteindre 1 million de dollars. Il est donc nécessaire de lever davantage de fonds au niveau régional.

### **III. État d'avancement de la mise en œuvre du cycle et du plan de travail de 2011**

22. La présente section présente brièvement les activités administratives et de terrain menées aux niveaux mondial, régional et national.

#### **A. Collecte des données sur les prix : enquête principale**

23. Selon les informations transmises en octobre 2011 par les régions du PCI et par le Programme OCDE/EUROSTAT, 155 des 197 pays participant au Programme avaient lancé une enquête au premier ou au deuxième trimestre 2011.

24. S'agissant du premier trimestre, il ressort des rapports régionaux que 87 des 102 pays ayant réalisé une enquête sur les prix pendant cette période en avaient communiqué les résultats (à l'exception des pays du groupe OCDE/EUROSTAT). La répartition par région du nombre de pays ayant communiqué des données par rapport au nombre total de pays ayant réalisé une enquête est la suivante : 44 sur 44 pour l'Afrique; 20 sur 22 pour l'Asie et le Pacifique; 17 sur 17 pour l'Amérique latine; 5 sur 7 pour l'Asie occidentale; 0 sur 9 pour la Communauté d'États indépendants (hormis Fédération de Russie, qui participe également au Programme OCDE/EUROSTAT). La Géorgie, pays non affilié, a également communiqué ses chiffres pour le premier trimestre. Pour ce qui est de la zone couverte, dans 56 pays sur 102, les enquêtes ont porté sur l'ensemble du territoire national alors que, dans les autres, elles ont porté uniquement sur les zones urbaines ou les capitales.

25. Comme prévu, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a communiqué au Bureau mondial les chiffres du premier trimestre pour les pays d'Amérique latine participants. Pour les régions restantes du PCI, le Bureau mondial devrait recevoir avant le 31 décembre 2011 les données validées au niveau régional pour le premier et le deuxième trimestre.

#### **B. Enquêtes diverses**

26. Des directives, questionnaires d'enquête et guides pratiques pour les rubriques du PCI posant des difficultés techniques (à savoir celles qui portent sur les produits de technologie à évolution rapide, le logement, les tarifs de l'eau, la santé privée, l'enseignement privé, la rémunération des fonctionnaires, la construction et le génie civil, les machines et biens d'équipement) ont été mis au point par le Bureau mondial et diffusés par les coordonnateurs régionaux. Les enquêtes correspondantes ont débuté dans certains pays et devraient se terminer avant la fin du premier trimestre 2012.

#### **C. Activités liées aux comptes nationaux**

27. Le Bureau mondial a élaboré une version au format Excel du modèle de rapport sur les statistiques des dépenses pour aider les pays participants à compiler les valeurs des dépenses détaillées pour chaque position élémentaire de la classification du PCI, à donner des indications sur la méthode de décomposition utilisée et sur les métadonnées correspondantes, et à indiquer les indicateurs utilisés

pour estimer les valeurs des dépenses pour une année de référence (la dernière année pour laquelle les données requises sont disponibles) et pour l'année 2011.

28. Toutes les régions du PCI ont déjà communiqué leur agrégat PIB pour la dernière année disponible. Les données désagrégées pour les 155 positions élémentaires de la classification du PCI devraient être transmises avant le 31 décembre 2011.

## **D. Activités de renforcement des capacités**

### **Publication d'un ouvrage sur la mesure de la taille de l'économie mondiale**

29. L'ouvrage du PCI intitulé « Measuring the Size of the World Economy » (Mesurer la taille de l'économie mondiale) présente la méthode à utiliser pour réaliser des comparaisons internationales, les choix arrêtés pour le cycle 2005 du PCI, les résultats de ces choix et les mesures à prendre pour améliorer la qualité des données pour le cycle 2011. Pour rendre le processus d'estimation transparent, les auteurs de l'ouvrage analysent en profondeur les fondements théoriques, les méthodes adoptées et les problèmes rencontrés. Un regard prospectif est en outre porté sur les mesures qui peuvent ou pourront être prises, sur le plan de la méthode, pour améliorer les estimations des futurs cycles du PCI.

30. La préface, le résumé et 19 des 24 chapitres du livre sont consultables sur le site Web du PCI. La rédaction des cinq derniers chapitres est en cours, de nombreux auteurs revoyant actuellement leur travail à la lumière des décisions prises par le groupe consultatif technique et de résultats d'analyse ou de recherche supplémentaires. La version électronique intégrale de l'ouvrage sera prête d'ici à mars 2012.

### **Guide pratique**

31. Le Bureau mondial travaille actuellement à la mise au point d'un guide pratique qui donnera des directives et illustrera les méthodes utilisées. Ce travail consiste à réunir les documents et instructions pratiques existants qui sont susceptibles d'aider les enquêteurs à comprendre les méthodes recommandées.

32. Ce guide, qui rassemblera tous les documents pratiques élaborés par le Bureau mondial, offrira une présentation claire des directives en les illustrant d'exemples concrets qui rendent compte d'une approche globale et approfondie.

### **Formation en ligne au PCI**

33. Le Bureau mondial élabore actuellement une formation en ligne destinée à apporter aux stagiaires des connaissances actualisées sur le cycle 2011 du PCI afin que les résultats du cycle soient correctement interprétés et utilisés. Ce cours porte sur les grands domaines qui sont au cœur des activités du PCI, notamment : le cadre du PCI, les comptes nationaux et le PCI, le cadre d'enquête sur les prix, les rubriques qui se prêtent mal aux comparaisons internationales, la validation des données, le calcul des parités de pouvoir d'achat et le logiciel du PCI.

## **E. Activités de communication**

34. Dans le cadre de ses activités de communication relatives au PCI, le Bureau mondial continue de mettre à jour le site Web du PCI, travaille actuellement à la création d'un portail consacré au PCI et publie une lettre d'information mensuelle. Le site Web du PCI donne des informations complètes et régulièrement mises à jour sur la mise en œuvre du Programme, tandis que le portail a vocation à servir de passerelle pour accéder à toutes les données et métadonnées relatives au PCI, y compris aux résultats mondiaux et régionaux, mais aussi de centre de ressources documentaires afin de consulter l'ensemble des documents et publications portant sur le PCI.

## **F. Accès aux données**

35. Un document intitulé « 2011 ICP data access and archiving policy: guiding principles and procedures for data access » (Politique d'accès et d'archivage des données du PCI 2011 : principes directeurs et procédures en matière d'accès aux données) a été élaboré dans l'objectif d'améliorer l'accès à des données plus détaillées tout en tenant compte des contraintes de confidentialité et des limites relatives à la qualité des données. Les principes proposés ont été approuvés par le Conseil d'administration du PCI.

## **G. Plan de travail général**

36. Malgré les retards intervenus dans la présentation des données, le calendrier du plan de travail général est respecté, et les résultats définitifs devraient être publiés en décembre 2013 conformément aux prévisions initiales.

---